

---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

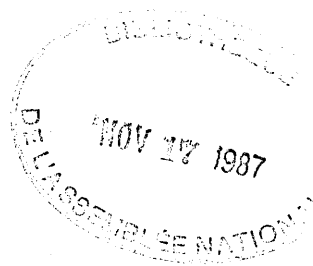
Projet de loi 237  
(Privé)

## **Loi sur la Corporation de l'École Polytechnique de Montréal**

---

**Présentation**

Présenté par  
M. Guy Rivard  
Député de Rosemont



---

Éditeur officiel du Québec  
1987



# Projet de loi 237

(Privé)

## Loi sur la Corporation de l'École Polytechnique de Montréal

ATTENDU que l'École Polytechnique de Montréal a été constituée en corporation par le chapitre 23 des lois de 1894;

Que cette loi et celles qui l'ont modifiée ont été remplacées par le chapitre 127 des lois de 1954-1955 et qu'il y a lieu de la remplacer à nouveau;

Que l'École Polytechnique de Montréal désire faire participer à son administration ses professeurs, ses diplômés et ses étudiants;

Qu'il y a lieu d'adapter la charte de l'École Polytechnique de Montréal aux conditions nouvelles résultant de son évolution et de son développement afin de lui permettre de continuer à remplir sa mission;

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

### SECTION I

#### DÉFINITIONS

**1.** Dans la présente loi et dans les règlements adoptés en vertu de la présente loi, à moins que le contexte n'impose un sens différent, les expressions et mots suivants désignent:

1° « **Corporation** »: la Corporation de l'École Polytechnique de Montréal;

2° «**École**»: l'École Polytechnique de Montréal;

3° «**Conseil**»: le Conseil d'administration de la Corporation de l'École Polytechnique de Montréal;

4° «**Assemblée des professeurs**»: les professeurs titulaires, agrégés et adjoints réunis en assemblée présidée par le directeur de l'École;

5° «**Ingénieur**»: un membre de l'Ordre des ingénieurs du Québec institué en vertu de la Loi sur les ingénieurs (L.R.Q., chapitre I-9);

6° «**Association des Diplômés de Polytechnique**»: association constituée en Corporation par le chapitre 92 des lois de 1910 et amendée par l'arrêté ministériel 3211 du 27 novembre 1942.

## SECTION II

### LA CORPORATION

**2.** L'existence et la succession de l'École Polytechnique de Montréal, constituée en Corporation par le chapitre 23 des lois de 1894 dont la charte a été refondue par le chapitre 127 des lois de 1954-1955, sont maintenues et continuées sous le nom de « Corporation de l'École Polytechnique de Montréal ».

**3.** La Corporation a pour objet de dispenser l'enseignement supérieur et de promouvoir la recherche dans tous les domaines scientifiques où s'exerce l'activité de l'ingénieur.

**4.** La Corporation est formée des membres de son Conseil.

Elle a son siège social dans la ville de Montréal.

**5.** La Corporation exerce tous les droits de l'École et toutes les fonctions nécessaires à son administration et à son développement.

**6.** La Corporation a tous les pouvoirs ordinaires des corporations et, sauf incompatibilité avec la présente loi, les dispositions de la deuxième partie de la Loi sur les compagnies (L.R.Q., chapitre C-38) et celles de la Loi sur les pouvoirs spéciaux des corporations (L.R.Q., chapitre P-16) s'appliquent à la Corporation.

La Corporation peut en particulier:

1° acquérir et posséder, par achats, dons, legs et généralement par tous actes légaux, à titre gratuit ou onéreux, tous biens meubles et immeubles;

2° hypothéquer ses biens meubles et immeubles, les aliéner et faire à leur égard tous actes de propriétaires;

3° recevoir, détenir et administrer en fidéicommiss des biens meubles et immeubles pour toutes fins relevant des objets de la Corporation.

La Corporation n'est pas assujettie à la Loi sur la mainmorte (L.R.Q., chapitre M-1).

**7.** La Corporation peut recevoir des donations mobilières et immobilières, en nature ou en argent, par voie de souscriptions, de subventions, de rémunérations, de garanties ou autrement, de toute personne ou de tout corps public et elle peut organiser des campagnes de souscriptions publiques.

**8.** Malgré toute disposition législative générale ou spéciale, inconciliable avec la présente loi, tout corps public est autorisé à consentir et à faire à la Corporation les donations qu'il juge convenables, sans autre formalité qu'une résolution adoptée à cet effet; dans les cas où une autorisation à cet effet est nécessaire en vertu de quelque disposition législative, cette résolution entre en vigueur dès son approbation par l'autorité concernée.

Toute donation à la Corporation est réputée acceptée dès que l'écrit qui la constate est signé par le donateur ou, quant aux corps publics, dès l'entrée en vigueur de la résolution qui l'autorise; elle ne peut ensuite être révoquée ou annulée que du consentement de la Corporation, sauf les dispositions des articles 991 à 1012 du Code civil du Bas Canada.

Aucune donation à la Corporation ne peut être annulée pour absence de considération, même si elle est faite à terme, sous forme de billet à ordre, de chèque, de souscription, de promesse ou d'engagement quelconque sauf convention à ce contraire entre le donateur et la Corporation.

Malgré l'article 776 du Code civil du Bas Canada, toute donation à la Corporation peut être faite sous seing privé.

**9.** Tous les biens de la Corporation, meubles et immeubles, sont exempts de toutes taxes, cotisations et impositions, de quelque nature que ce soit, dès le jour qu'ils lui appartiennent.

La ville de Montréal est tenue de fournir en tout temps à la Corporation toute l'eau requise pour l'utilité de celle-ci et pour la protection contre l'incendie. La Corporation doit payer à la ville le prix

fixé pour ce service après entente avec cette dernière. Celle-ci, malgré toutes dispositions, générales ou spéciales, inconciliables avec la présente loi, est autorisée aux fins d'une telle entente.

**10.** La Corporation peut faire des règlements sur :

1° la conduite des étudiants et l'établissement des frais de scolarité et autres frais payables par les étudiants;

2° les conditions d'engagement, de rémunération et de travail du principal et du directeur ainsi que celles des membres du personnel enseignant et des membres du personnel non enseignant de l'École;

3° l'organisation de l'enseignement et de la recherche;

4° les programmes d'études et les normes disciplinaires et pédagogiques propres à chaque programme d'études;

5° la nomenclature des grades, diplômes et certificats universitaires et l'administration des examens;

6° les critères et les procédures de nomination et de promotion des professeurs;

7° la conduite des affaires de la Corporation, la régie interne et généralement tout ce qui peut faciliter l'exécution de la présente loi.

**11.** La Corporation décerne aux étudiants de l'École tous grades, diplômes et certificats universitaires conformément au règlement sur la nomenclature des grades, diplômes et certificats adopté en vertu de l'article 10.

Durant l'existence d'un contrat d'affiliation avec l'Université de Montréal, ces grades, diplômes et certificats universitaires sont décernés par l'Université de Montréal, sur recommandation du Conseil pédagogique de la Corporation (pour l'École des Hautes Études Commerciales) ou du Conseil académique (pour l'École Polytechnique), et sont contresignés par la Corporation.

**12.** La Corporation peut établir, conformément à la Loi sur les régimes supplémentaires de rentes (L.R.Q., chapitre R-17), un régime de retraite pour le bénéfice des membres du personnel enseignant et du personnel non enseignant de l'École, y compris les prestations au cas d'invalidité ou de décès.

Ce régime n'entre en vigueur qu'après son enregistrement par la Régie des rentes instituée en vertu de la Loi sur le régime de rentes du Québec (L.R.Q., chapitre R-9).

**13.** Avec l'autorisation du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, la Corporation peut passer ou modifier un contrat d'affiliation avec l'Université de Montréal.

Le contrat d'affiliation établit notamment les modalités d'approbation par l'Université de Montréal des règlements adoptés en vertu des paragraphes 4° et 5° de l'article 10.

Un contrat d'affiliation conclu en vertu du présent article, et toute modification à ce contrat, entre en vigueur sur approbation du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science.

La Corporation ne peut mettre fin à un contrat d'affiliation conclu en vertu du présent article sans l'approbation du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science.

**14.** La Corporation doit, chaque année, transmettre au ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, son rapport financier annuel.

### SECTION III

#### LE CONSEIL

**15.** La Corporation est administrée par un Conseil d'administration composé des personnes suivantes:

- 1° le principal de l'École;
- 2° le directeur de l'École;
- 3° le recteur de l'Université de Montréal, ou son représentant;
- 4° quatre ingénieurs diplômés de l'École;
- 5° deux personnes nommées par le gouvernement;
- 6° un professeur de l'École nommé par le Conseil suite à une proposition de l'Assemblée des professeurs de l'École;
- 7° une étudiante ou un étudiant de l'École nommé par l'association ou le regroupement d'associations d'étudiants accrédité en vertu de la Loi sur l'accréditation et le financement des associations d'élèves ou d'étudiants (L.R.Q., chapitre A-3.01).

**16.** Les quatre ingénieurs diplômés de l'École sont nommés comme suit:

1° une personne est nommée par l'Association des Diplômés de Polytechnique;

2° une personne est nommée par le gouvernement;

3° deux personnes sont nommées par le Conseil.

L'Association des Diplômés de Polytechnique peut procéder à la nomination prévue au présent article par une simple résolution de son Conseil d'administration.

**17.** À l'exception du principal et du directeur de l'École et du recteur de l'Université de Montréal qui sont d'office membres du Conseil, la durée du mandat des membres du Conseil est établie comme suit:

1° les quatre ingénieurs diplômés de l'École sont nommés pour un mandat de quatre ans renouvelable une seule fois; cependant, le mandat de la première personne nommée par l'Association des Diplômés de Polytechnique et celui de la première personne nommée par le gouvernement est de deux ans;

2° les deux personnes nommées par le gouvernement en vertu du paragraphe 5° de l'article 15 sont nommées pour un mandat de quatre ans renouvelable une seule fois; cependant, le mandat de l'une des deux premières personnes est de trois ans;

3° le professeur de l'École est nommé pour un mandat de quatre ans renouvelable une seule fois; cependant, le mandat du premier professeur est de trois ans;

4° l'étudiante ou l'étudiant de l'École est nommé pour un mandat d'un an renouvelable.

**18.** Un siège vacant au Conseil est pourvu en suivant le mode prescrit pour la désignation du membre à remplacer, mais seulement pour la durée non écoulée de son mandat.

**19.** Le principal de l'École est d'office le président du Conseil.

**20.** Le président dirige les séances du Conseil et agit comme président de la Corporation.

**21.** En l'absence du président à une séance du Conseil, le Conseil désigne l'un de ses membres pour remplacer le président.

**22.** Les séances du Conseil ont lieu à Montréal, à moins que le règlement de régie interne de la Corporation ne le prévoit autrement.



**23.** À moins que le règlement de régie interne de la Corporation ne le prévoit autrement, la convocation à une séance du Conseil se fait au moyen d'un avis écrit adressé à chacun des membres du Conseil, à sa dernière adresse connue, au moins cinq jours francs avant le jour fixé pour la séance.

**24.** Le quorum du Conseil est de six membres.

**25.** Les décisions du Conseil sont prises à la majorité des membres présents, à moins que le règlement de régie interne de la Corporation ne le prévoit autrement.

S'il y a partage égal des voix, la voix du président est prépondérante. Cependant, en cas d'absence du président, la personne désignée pour le remplacer n'a pas de voix prépondérante.

**26.** Le Conseil peut instituer, par règlement, un comité exécutif.

Ce comité est alors formé des membres suivants:

1° le président du Conseil, qui en est le président;

2° le directeur de l'École;

3° au moins trois autres membres du Conseil nommés par le Conseil.

**27.** Le comité exécutif exerce les fonctions que lui délègue, par règlement, le Conseil.

**28.** Les règles de fonctionnement du comité exécutif sont déterminées par règlement du Conseil.

**29.** Le Conseil peut instituer tout autre comité qu'il juge nécessaire au bon fonctionnement de l'École.

Il détermine, par règlement, la composition et les fonctions d'un comité institué en vertu du présent article ainsi que les modalités de mise en place, de fonctionnement et de financement.

## SECTION IV

### LE CONSEIL ACADÉMIQUE

**30.** Le Conseil doit instituer, par règlement, le Conseil académique.

Le Conseil académique est formé des membres suivants:

1° le principal de l'École;

2° le directeur de l'École, qui en est le président;

3° douze professeurs titulaires ou agrégés de l'École nommés à cette fin par l'Assemblée des professeurs de l'École;

4° trois étudiantes ou étudiants de l'École nommés à cette fin par l'association ou le regroupement d'associations d'étudiants accrédité en vertu de la Loi sur l'accréditation et le financement des associations d'élèves ou d'étudiants.

**31.** Le Conseil détermine, par règlement, les fonctions qu'il délègue au Conseil académique sur les questions d'ordre pédagogique.

**32.** Les règles de fonctionnement du Conseil académique sont établies par règlement du Conseil.

## SECTION V

### LE PRINCIPAL ET LE DIRECTEUR

**33.** Le principal et le directeur de l'École sont nommés par le gouvernement sur recommandation du Conseil.

Le principal et le directeur de l'École doivent être ingénieurs.

**34.** Le mandat du principal est de cinq ans et celui du directeur est de quatre ans; ils peuvent être renouvelés.

**35.** Les fonctions du principal et du directeur sont déterminées par règlement du Conseil.

**36.** Le directeur de l'École recommande au Conseil les nominations aux postes d'enseignement, de recherche et d'administration.

Les professeurs titulaires ne peuvent être démis de leurs fonctions que par le vote des deux tiers des membres du Conseil.

## SECTION VI

### DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

**37.** Les membres du personnel enseignant et non enseignant de l'École continuent à participer au régime de retraite établi par la Corporation.

**38.** Le principal et le directeur de l'École en fonction le jour de la sanction de la présente loi, demeurent en fonction pour la durée non écoulée de leur mandat.

Le mandat des autres membres du Conseil expire dans les 60 jours de la sanction de la présente loi, mais ces personnes demeurent en fonction jusqu'à ce qu'elles soient remplacées ou nommées de nouveau conformément à la présente loi.

**39.** Si, à l'expiration des 60 jours qui suivent celui de la sanction de la présente loi, l'Association des Diplômés de Polytechnique ne désigne pas la personne qu'elle a le droit de nommer en vertu de l'article 16, le gouvernement fait cette nomination.

**40.** Si, à l'expiration des 60 jours qui suivent celui de la sanction de la présente loi, l'Assemblée des professeurs ne fait pas la recommandation prévue à l'article 15 ou ne désigne pas les membres du Conseil académique qu'elle a le droit de nommer en vertu de l'article 30, le Conseil fait les nominations parmi l'ensemble des professeurs de l'École.

**41.** Malgré l'article 32 de la Loi sur l'accréditation et le financement des associations d'élèves ou d'étudiants, si l'association ou le regroupement d'associations des étudiants de l'École n'est pas accrédité suivant les dispositions de cette loi ou si, à l'expiration des 60 jours qui suivent celui de la sanction de la présente loi, l'association ou le regroupement d'associations ne désigne pas l'étudiante ou l'étudiant qu'il a le droit de nommer en vertu de l'article 15 ou les étudiantes ou étudiants qu'il a le droit de nommer en vertu de l'article 30, le Conseil fait ces nominations après consultation d'un comité formé du président de l'Association des étudiants de Polytechnique, 1<sup>er</sup> cycle, et du président de l'Association des étudiants des grades supérieurs de l'École Polytechnique, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> cycles.

**42.** La présente loi remplace la Loi refondant la charte de l'École Polytechnique de Montréal (1954-1955, chapitre 127).

Les règlements, résolutions ou ordonnances adoptés, le contrat d'affiliation conclu avec l'Université de Montréal, les conventions ou actes faits et les engagements posés par la Corporation restent en vigueur, dans la mesure où ils sont compatibles avec la présente loi, tant que leur objet n'a pas été accompli ou jusqu'à ce qu'ils soient modifiés, remplacés, annulés ou abrogés en vertu de la présente loi.

**43.** Malgré toute loi générale ou spéciale, la Corporation ne peut être dissoute, à moins d'une loi du Parlement du Québec adoptée à cette fin.

**44.** La présente loi entre en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*).